

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-drones-la-police-tue-pass-sanitaire-juillet-carte-identite-biometrique-camps-Milipol.html>



**Chronique du système  
policier français : drones, flics  
dans un cinéma et un hôpital,  
la police tue, pass sanitaire  
indéfiniment, carte d'identité  
biométrique, contrepoisons,  
pétainisme, camps géants,  
salon Milipol...**

Date de mise en ligne : vendredi 22 octobre 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- Les Articles -

**Derrière le mythe usé et rabâché de policiers et gendarmes souriants et affables chargés de protéger le peuple et d'être au service de la population, on voit bien malgré les mensonges que le système policier est au service de lui-même et de l'Etat, qu'il sert sans scrupule les institutions non-démocratiques en place et défend par la force armée la continuation suicidaire du techno-capitalisme qui enrichit les riches en détruisant nos vies, le climat et l'ensemble du vivant.**

Le système policier (incluant le système judiciaire et carcéral) n'est évidemment donc pas à notre service quel que soit son niveau de brutalité ou la bonne volonté éventuelle de certains de ses agents ou ses actions "sociales" mises en avant par la communication gouvernementale. Le système policier (et la flicaille plus ou moins robotisée qui le compose, ...en attendant les véritables robots) ne pourra jamais être au service des peuples du fait de sa nature et du fait du modèle de société brutal, inégalitaire, extrémiste, illégitime et anti-démocratique dans lequel il s'inscrit. Un modèle, l'Etat-capitalisme, qui lui donne les ordres, fabrique d'en haut les lois que les keufs appliquent à la lettre ou transgressent impunément ou avec l'accord hiérarchique.

**Un système policier sera donc toujours l'ennemi juré des peuples, il penchera toujours du côté de la réaction, du conservatisme, de l'immobilisme, de l'obéissance, de la brutalité et donc de l'extrême droite.**

## **L'ÉTAT D'URGENCE ET LE PASS SANITAIRE PROLONGÉS JUSQU'EN JUILLET PAR UNE POIGNÉE DE DÉPUTÉS**

Dans la nuit de mardi à mercredi, l'Assemblée Nationale adoptait le « projet de loi de Vigilance Sanitaire qui prolonge le cadre juridique de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 » par 109 voix pour et 66 contre, et 3 nuls. 178 députés sur 577.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, la possibilité de recourir au Pass Sanitaire a été prolongée jusqu'en juillet 2022. L'article a été voté à une voix près : 74 pour 73 contre. 147 députés présents. 430 députés absents.

**Des mesures d'exception imposées durablement par une minorité de personnes elles-mêmes élues par une minorité d'électeurs. Ce vote est un scandale de plus. Il démontre le naufrage total de la fiction démocratique : une petite poignée d'élus surpayés font passer des mesures autoritaires qui réduisent les libertés de toute la population.** Sans véritables contre-pouvoirs. Les mêmes oseront s'indigner de l'abstention. La solution ne vient pas du suffrage, seule la lutte paie.



**Chronique du système policier français : drones, flics dans un cinéma et un hôpital, la police tue, pass sanitaire indéfiniment, carte d'identité biométrique, contrepoisons, pétainisme, camps géants, salon Milipol...**  
Le Pass dit "sanitaire prévu jusque fin juillet 2022...

## Le macronisme est une forme de néofascisme

Durant les 6 premiers mois du mouvement des Gilets Jaunes : au moins 54 journalistes ont été blessés, dont 12 sérieusement par les forces de l'ordre au cours de 120 incidents répertoriés par l'association Reporters Sans Frontières, qui parle d'un « bilan inédit ». Plusieurs journalistes ont été visés délibérément par des LBD notamment Sur les 120 incidents enregistrés, 88 sont qualifiés par Reporters Sans Frontières de « majeurs » : matériel détruit, arrestations, journalistes avec la mention « presse » visés délibérément par un canon à eau ...

Plusieurs dizaines d'autres violences policières sur des journalistes ont été recensés durant la mobilisation contre la Loi de sécurité globale. La France est classée au 34e rang mondial pour la liberté de la presse. Les principales violations des droits de la presse ont été recensées lors de manifestations.

Le macronisme est une forme de néofascisme qui dit en permanence le contraire de ce qu'il fait réellement. La déclaration de Marlène Schiappa en est encore un exemple. Le macronisme est en ce sens un poison mortel, bien aussi pernicieux que l'extrême droite classique.

(posts de Nantes Révoltée)

## Contrepoisons

### ► [Pourquoi les flics sont-ils tous des bâtards ?](#) - Livre "Défaire la police"

L'époque dans laquelle nous vivons a ceci de particulier que plus personne, ou presque, n'y croit. On ne croit plus au pouvoir, on le subit, on ne croit plus au gouvernement, on le tolère faute de mieux et parce qu'il nous faut bien survivre. Face à cette profonde vague de discrédit et à ce sentiment diffus d'humiliation, le capitalisme n'a plus d'autre choix que d'assumer la violence qui le fonde et donc la brutalité de ses forces de l'ordre . Des Gilets Jaunes au mouvement George Floyd, de la gestion quotidienne des quartiers populaires à l'intensification des moyens de surveillance technologique, la police s'impose désormais comme l'ultime rempart à même de protéger ceux qui nous gouvernent.

On ne s'étonne donc pas que le Beauvau de la sécurité, convoqué suite à la multiplication des scandales de violences policières ait débouché sur une enveloppe de 1,5 milliard d'euros, la gratuité des trains pour les policiers armés et le doublement de leurs effectifs sur le terrain. La latitude garantie aux forces de l'ordre et à leurs syndicats semble proportionnelle à la détestation populaire qu'ils ne manquent pas de générer. C'est dans ce contexte que paraît Défaire la police aux éditions Divergences. Dans cet ouvrage, chercheurs, écrivains, philosophes et historiens proposent de penser la police : d'où vient-elle ? À quoi sert-elle ? Qui sert-elle ? Et comment s'en débarrasser ? Nous en publions ici un extrait, en l'occurrence l'article de Serge Quadruppani et Jérôme Floch qui introduit l'ouvrage et tente de poser les bases d'une critique sereine et raisonnable des forces de l'ordre et du monde qu'elles défendent.

### ► **INDEX : ENFIN UN LABORATOIRE D'EXPERTISE INDÉPENDANT POUR ENQUÊTER SUR LES VIOLENCES D'ÉTAT** - Appel à financement participatif

C'est un terrible constat que nous faisons toutes et tous : les violences d'état sont perpétrées dans une impunité quasi totale. Lorsque les affaires ne sont pas étouffées, elles font l'objet d'une enquête menée par l'IGPN, organe interne à la police, dont la partialité n'est plus à démontrer.

Une association nommée INDEX réalise des contre-expertises indépendantes afin de rétablir rigoureusement la réalité du déroulé de ces drames. Grâce notamment à des reconstitutions 3D ainsi que des enquêtes vidéos, INDEX a déjà permis de mettre en lumière les circonstances de la mort de plusieurs victimes de la police comme Adama Traoré, Zineb Redouane ou encore Gaye Camara. Un travail minutieux de reconstitutions, indispensable et

nécessaire face à la propagande et aux mensonges de la police.

Afin de garantir son indépendance, l'association est exclusivement financée par des dons. Elle n'accepte bien entendu ni aide de l'Etat ni celle des familles de victimes. Une campagne de collecte de financement participatif est actuellement en cours, pour soutenir cette initiative, rendez-vous sur :

<https://www.kisskissbankbank.com/fr/projects/index-ngo>

+ Le lien vers le site d'INDEX : <https://www.index.ngo/>

(post de Nantes Révoltée)



## 4 TRIBUNAL CERNÉ, CHASSE À L'HOMME ET 2 JOURS DE GARDE À VUE POUR « OUTRAGE AU DRAPEAU » !

- Le musicien opposé au Pass Sanitaire est interdit de manifester et sera jugé en mars -

Épisode choquant et rocambolesque à Nantes ce mardi : le tribunal encerclé par des dizaines de policiers en civil, lancés dans une chasse à l'homme pour arrêter un militant qui venait d'être jugé. Agents, véhicules, surveillance dans le tribunal, course poursuite et interpellation à l'extérieur : il ne manquait qu'un hélicoptère pour compléter le tableau. L'homme ciblé, O., est un serveur, musicien, et militant engagé dans le mouvement contre le Pass Sanitaire. Il raconte : « J'étais jugé mardi 21 septembre pour des faits de rébellion lors de la fête de la musique. A la sortie du tribunal une trentaine de policiers ont cerné le quartier et m'ont emmené en garde à vue deux jours. Ils m'accusent d'avoir volé un drapeau à un militant d'extrême droite. » L'individu en question voulait envahir le CHU de Nantes depuis plusieurs manifestations, et tentait de donner une coloration complotiste et fasciste aux manifestations contre le Pass.

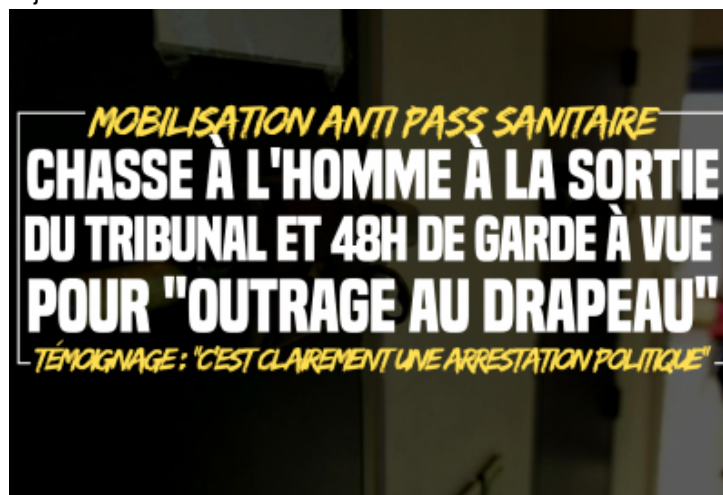
Ce déploiement de force considérable autour du tribunal était donc motivé par la prise d'un drapeau. Concrètement, O. est accusé d'avoir « outragé le drapeau de la République française ». Il s'agit d'une loi portée en 2003 par le ministre de l'Intérieur de l'époque : Nicolas Sarkozy, célèbre repris de justice. Tout ça pour ça. Pourtant, aucune plainte n'avait été déposée, le parquet s'est lui même « saisi » de ce « vol » de drapeau, et des enquêteurs ont monté l'affaire. Notamment en épluchant les images de caméras de surveillance. Combien de fonctionnaires payés pour cette opération minable d'intimidation ?

Pour O., « c'est clairement une arrestation politique. Je suis interdit de manifestations jusqu'au 15 mars prochain, date du procès. Je perds mes droits civiques de contester le pass sanitaire ou la réforme de l'assurance chômage par exemple ». Il s'étonne d'une telle débauche de moyens alors « qu'une simple convocation aurait suffi. Le but c'est d'affaiblir le comité dont je fais partie qui a animé les manifestations contre le pass sanitaire cet été sur des bases antifascistes et de défense des libertés. »

Le 31 juillet dernier, un commando d'une trentaine de néo-nazis avait attaqué la manifestation nantaise contre le Pass Sanitaire, armés de matraques et d'objets métalliques. Les affrontements avaient duré plusieurs minutes d'une violence extrême, sous l'oeil des forces de l'ordre qui ont laissé les néo-nazis repartir, et ont ensuite gazé ceux qui les avaient mis en fuite. Des images ont immortalisé toute la scène : on y voit distinctement plusieurs individus,

notamment Wilfried van Liempd, numéro 2 du RN local, frapper la tête d'un homme inconscient au sol avec une matraque en fer. Non seulement ce néo-nazi auteur de tentative d'homicide n'a jamais été inquiété, mais il a même pu se défendre dans les colonnes de la presse locale !

Selon le musicien, ça ne fait pas l'ombre d'un doute : « clairement la police et l'extrême droite travaillent main dans la main. On peut constater que les forces de l'ordre ont mis des moyens d'identification à mon encontre alors qu'il n'y avait pas de plainte, ce qu'ils n'ont jamais fait pour des violences fascistes bien réelles, avec armes. » En d'autres termes : la police et la justice « permettent à l'extrême droite de penser qu'elle va être en force samedi prochain ». Si O. ne peut plus manifester, il espère que « les personnes opposées au fascisme » vont se « joindre à la prochaine manifestation » et surtout « rejoindre le mouvement social en semaine ».



## 4DARMANIN PORTE PLAINTE POUR AVOIR DIT QUE « LA POLICE TUE »

► Oui, la police tue - via Nantes Révoltée

; Lors d'une intervention ce matin, le candidat du NPA Philippe Poutou a dénoncé les violences policières. A cette occasion, il a expliqué que « la police tue », et que la police française était surarmée. Il n'a fallu que quelques minutes pour que le roquet Darmanin annonce publiquement qu'il « dépose plainte » au nom du ministère de l'Intérieur.

— Les énergumènes au pouvoir qui prétendent dénoncer à longueur de journée la « cancel culture », le « wokisme », la « pensée unique » ou le « politiquement correct » sont des censeurs professionnels. Ils écrasent et interdisent la moindre parole ou idée divergente, la moindre mise en cause du pouvoir et de ses forces policières. Ici, un ministre de l'intérieur porté plainte contre un élu et candidat, sans aucun complexe.

; **Alors répétons le : oui, la police tue. Steve, Zineb, Adama, Aboubakar, Wissam, Rémi, Amadou et tous les autres. Oui la police tue, dans les quartiers, sur les ZAD ou dans les fêtes. La police tuait sous Vichy, pendant la Guerre d'Algérie, et elle n'a jamais arrêté. Oui la police tue, et elle mutile en toute impunité. Darmanin pourra-t-il porter plainte contre toutes celles et ceux qui disent cette vérité ?**



## - LYON : L'EXTRÊME DROITE SÈME LA TERREUR DEPUIS DES ANNÉES. LA JUSTICE JETTE DES ANTIFASCISTES EN PRISON !

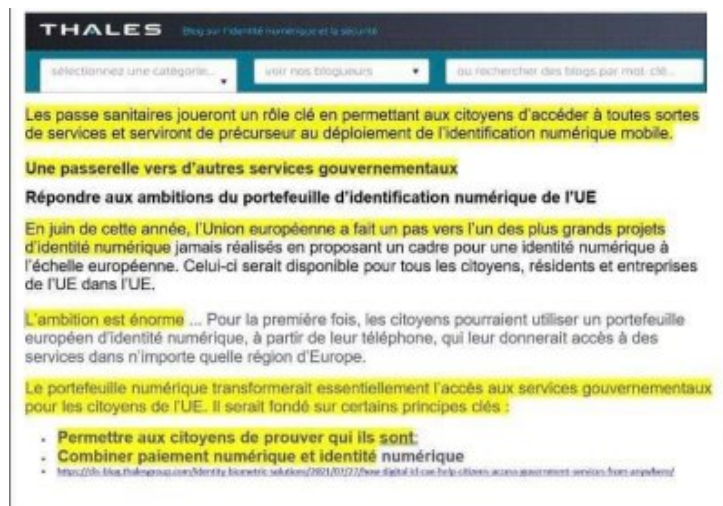
- Le procureur s'est « auto-saisi » pour réprimer les militants de gauche -

Lyon est une ville connue de longue date pour l'implantation d'une extrême droite violente et puissante. Rien que ces derniers mois, plusieurs affaires extrêmement graves ont eu lieu. En mars, 50 néo-nazis dévastent une librairie solidaire qui organisait une collecte de nourriture pour les personnes précaires. Les faits sont alors revendiqués sur les réseaux sociaux, les attaquants diffusent même une vidéo complète du méfait. En toute impunité. Le 28 juin, un groupe d'ultra-droite lance une attaque très violente en marge du match France Suisse. Mêmes revendications : les agresseurs affirment qu'ils ont chassé des « singes ». Et même impunité. Il y a quelques jours, un local « identitaire » destiné à entraîner au combat les militants d'extrême droite était ouvert dans la ville, alors qu'officiellement, la structure avait été dissoute. Impunité totale, toujours.

Ces quelques faits s'inscrivent dans une longue histoire faite de passages à tabac, d'agression racistes, de militants envoyés à l'hôpital, dont certains gravement blessés, dans la ville de Lyon.

**Mardi, la police lyonnaise lançait une descente dans plusieurs appartements : perquisitions, arrestations, gardes à vue. Mais pas à l'encontre des groupes néo-nazis. Non : contre des militants antifascistes ! Jeudi, après deux jours de garde à vue, 7 personnes passaient devant le procureur et devant le juge des libertés. 4 étaient écroués immédiatement, en attendant d'être jugés.** Selon la presse, le procureur de la République s'est saisi lui-même sans aucun plaignant. Il a donc, de son propre chef, ouvert une enquête à charge, à la suite d'une altercation entre militants de gauche et d'extrême droite lors d'une manifestation contre le Pass Sanitaire. Sur la base d'une vidéo de surveillance, sans plainte, 4 personnes dorment en prison jusqu'à un procès le 4 novembre, soupçonnées de « violences ». L'une d'entre elle est même isolée dans une prison séparée.

Comme à Nantes, le procureur se range du côté de l'extrême droite. Les attaques qui se multiplient sont très graves. Mais la réaction des autorités l'est bien davantage. En garantissant une impunité totale aux agresseurs fascistes, et en réprimant systématiquement celles et ceux qui y répondent, la Justice prolonge cette violence. Elle met la population à la merci des loups d'extrême droite, et empêche toute résistance. Le fond de l'air est brun.

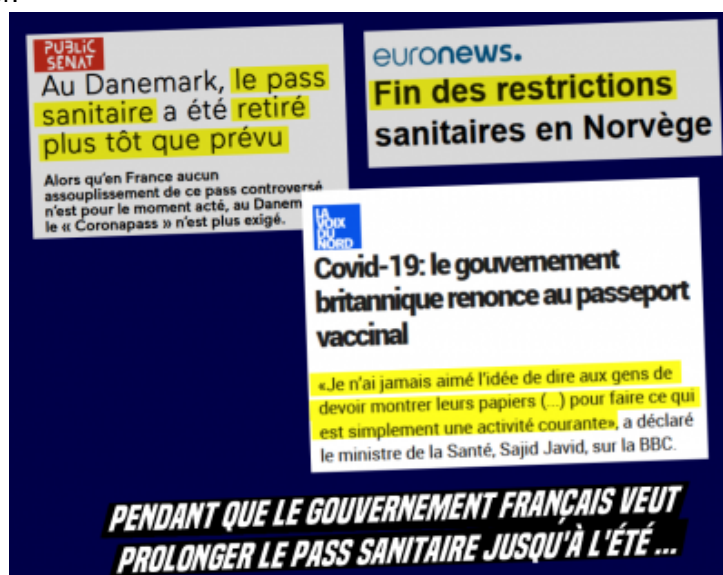


## VERS UN PASS SANITAIRE PERMANENT ?

- « -Je ne peux pas vous dire jusqu'à quand cette possibilité [de recourir au pass sanitaire] sera prolongée
- ▶ Vous savez que les députés arrêtent de siéger le 28 février donc si vous le prolongez c'est jusqu'à l'été 2022 ?
  - ▶ C'est évidemment une dimension qu'on intègre. »

C'est l'échange entre le porte parole du gouvernement, Gabriel Attal, et un journaliste de France Inter. Le pass sanitaire sera donc maintenu dans tous les départements malgré l'amélioration de la situation épidémique « qui se confirme jour après jour », et sera même étendu la semaine prochaine aux enfants dès 12 ans. Prévu pour s'arrêter le 15 novembre, le gouvernement compte déjà le prolonger au delà, en faisant passer un projet de loi le 13 octobre. Le traçage de la population et le contrôle des corps par QR codes, sensés être temporaire, vont donc s'installer durablement, comme une nouvelle normalité. Probablement jusqu'à l'été 2022 au moins.

Présenter une situation d'exception comme éphémère, un « effort » à court terme est une technique de manipulation de base. Il s'agit de fabriquer le consentement. Un concept désigne l'absence de possibilité de faire machine arrière sur les questions sécuritaires : « l'effet cliquet ». L'antiterrorisme, l'état d'urgence sanitaire et plus généralement les états d'exception ne permettent pas de retour en arrière. Une fois leurs mesures incorporées, il est quasiment impossible de les supprimer.



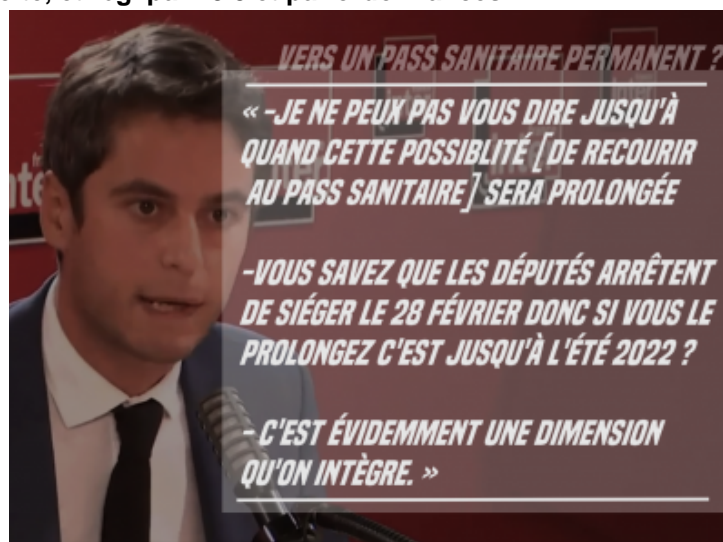
**Passe sanitaire : soumettre les corps et les esprits, désactiver socialement des personnes** En France : passe jusqu'à l'été ?, flics partout, 49.3 et ordonnances...

## PENDANT QUE LE GOUVERNEMENT VEUT IMPOSER LE PASS SANITAIRE INDEFINIMENT ...

Au Danemark, le gouvernement lève le Pass Sanitaire plus tôt que prévu, tout comme la Suède, avec des niveaux de vaccinations comparables à la France. En Angleterre, pas de Pass Sanitaire, le ministre de la Santé, pourtant Thatcherien, néolibéral et autoritaire, a déclaré : « Je n'ai jamais aimé l'idée de dire aux gens de devoir montrer leurs papiers (...) pour faire ce qui est simplement une activité courante ».

Dans le même temps, le porte parole du gouvernement français annonce une prolongation probable jusqu'à l'été 2022, une campagne présidentiel sous QR Code, et une loi prévue à cet effet.

**La France s'illustre, encore, comme l'un des pays les plus autoritaires d'Europe et du monde occidental. Avec sa police surarmée et ultra-violente, son état d'exception presque ininterrompu depuis 2015, et sa gestion sanitaire exclusivement policière, nous subissons un Régime hybride infusé des mots et des pratiques de l'extrême droite, et régi par 49.3 et par ordonnances.**



## Ó 34 DÉPUTÉS (SUR 577) VOTENT DE NOUVELLES MESURES AUTORITAIRES

- ▶ **Régime crépusculaire : moins de 6% des élus imposent une énième loi liberticide jeudi 23 septembre**

34 voix pour, 8 voix contre et 6 abstentions. Dans une Assemblée Nationale qui compte, théoriquement, 577 députés. Moins de 6% des élus, eux même peu représentatifs de la population, on donc voté jeudi 23 septembre une nouvelle série de mesures hautement liberticides. Le « projet de loi sur la responsabilité pénale et la sécurité intérieure ».

¡ **Première mesure phare : l'usage de drones de surveillance.** Le Conseil Constitutionnel a censuré cette mesure il y a quelques mois. Le gouvernement fait donc passer un nouveau texte quasiment identique. Pourquoi s'embrasser de contre pouvoirs ? Après une série d'échec, la police va pouvoir surveiller massivement la population avec des drones.



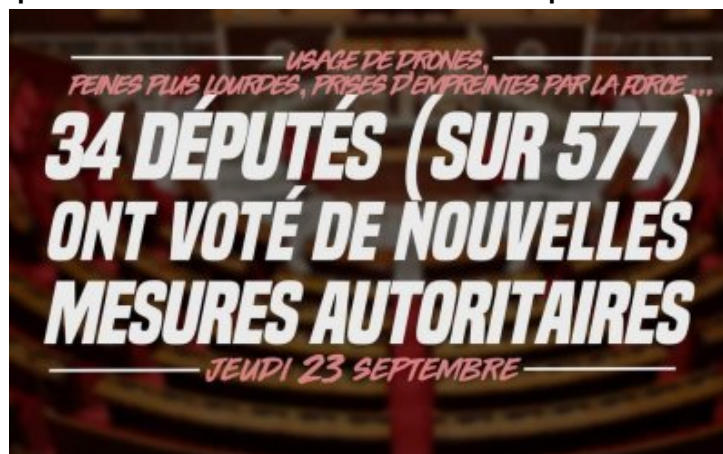
; **Autre mesure : durcir encore davantage les peines de prison contre celles et ceux soupçonnés de « violences » sur les policiers.** La loi prévoit d'alourdir les peines pour des violences commises contre les policiers et les gendarmes, même quand il n'y a pas d'ITT : 5 ans au lieu de 3. Le corps des forces de l'ordre est sacré : il a plus de valeur que celui du commun des mortels. Y porter atteinte même symboliquement est inimaginable. Et à mesure que ce corps, armé, lourdement protégé, entraîné, est sacralisé, celui du reste de la population n'a plus aucune valeur. Morts, mutilations, coups, toujours impunis. La parole du policier fait loi : elle peut envoyer des années derrière les barreaux n'importe qui.

; **Le texte légalise de nouveau la vidéosurveillance en garde-à-vue.** Les rapporteurs avouent que cette vidéosurveillance est pratiquée depuis longtemps mais sans cadre légal. Légalisation également des caméras embarquées sur les véhicules de la police et de la gendarmerie. Comme pour les caméras piétons, une fausse bonne idée : ce sont les agents qui activent et désactivent la vidéo, et donc peuvent utiliser à charge des images, ou dissimuler celles qui pourraient les compromettre.

; **L'article 16 élargit les possibilités de prise de photos et d'empreinte d'une personne (notamment les mineurs) sous contrainte.** Aujourd'hui la police doit, la plupart du temps, obtenir le consentement des personnes pour récolter leur signalétique, c'est à dire les empreintes, la prise d'ADN, et les photographies. Même si un refus de s'y soumettre est sanctionné. Il sera désormais possible de le faire de force.

; **Enfin entre autres mesures cauchemardesque, la « réserve civile de la police » doit « monter en puissance ».** Une augmentation du nombre de « citoyens volontaires », c'est à dire de miliciens, qui vise selon le texte à renforcer le « lien entre la population et sa police ». Une population entière de flics. Le rêve des régimes totalitaires.

Jusqu'au bout, l'infâme clan LREM est décidé à saccager ce qu'il reste de libertés, à préparer le terrain au fascisme. On ne compte plus les lois autoritaires imposées par ce pouvoir tout entier soumis à l'ordre policier. Ce vote est une « première lecture ». Le texte va désormais passer au Sénat. Affaire à suivre.



**Ź DES ADOLESCENTS VIOLENTÉS ET EXPULSÉS PAR LA POLICE... PENDANT UNE PROJECTION DU FILM BAC NORD !**

- Des mineurs contrôlés contre le mur par 30 policiers, l'un d'entre eux gazé au visage

On savait que le film « BAC Nord », qui glorifie des policiers ripoux et qui reçoit des éloges de la part de l'extrême droite était dangereux pour le cerveau. Il s'avère qu'il est peut aussi être dangereux pour ses spectateurs. Une

enquête administrative est ouverte, après l'évacuation de 17 adolescents du cinéma Kinopolis de Lomme, au nord de Lille, par une équipe de policiers, pendant la projection du polar.

L'événement a eu lieu mercredi 15 septembre dernier. 17 adolescents, âgés de 11 à 17 ans, sont emmenés au cinéma par des animatrices de la Maison de Quartier du coin. Dès le début, une animatrice raconte qu'un vigile menace l'un des jeunes. Puis, pendant la séance, alors que le groupe est calme, le même vigile demande aux adolescents de quitter la salle : « les jeunes regardaient leur film tranquillement. Le vigile est arrivé en me disant de prendre le groupe et de dégager d'ici. Ce sont les mots qu'il a utilisés ». Il appelle immédiatement la police.

**En plein film, pas moins de 30 policiers armés débarquent. Une opération « brutale et injustifiée » selon les encadrantes. Les adolescents font alors face aux forces de l'ordre.** « Ah, c'est toujours les mêmes ! » s'écrie un agent. Ahmed, 11 ans, est le premier à être contrôlé : « Au moment où on sortait, ils ont mis des lampes torches dans nos yeux, ça piquait. Après, un policier m'a jeté contre le mur, et il m'a dit que si je racontais n'importe quoi, il me mettrait une claque. » Un autre : « Ils m'ont traité de petit puceau, ils m'ont poussé. J'étais choqué. Ça va rester gravé en moi », ou encore « ils nous ont insulté de cassos, puis ils nous ont sorti. Comme on ne marchait pas assez vite pour eux, ça les a énervé ». L'un des jeunes ne marche pas assez vite pour le policiers, et reçoit du gaz lacrymogène en pleine figure.

« La demande des vigiles était illégitime, et le comportement des policier n'était pas normal », répète assène Fanny H, la directrice de la maison de quartier. Elle a déposé une plainte auprès du procureur de la République. Cette opération humiliante en pleine séance de « BAC Nord » est une véritable mise en abîme de la brutalité quotidienne des policiers à l'égard de la jeunesse des quartiers, et de l'impunité dont bénéficient les agents.



## POURQUOI IL N'Y A PAS DE « BONS POLICIERS »

**Le débat revient en permanence : plus les vidéos de violences policières et les affaires indéfendables commises par la police s'accroissent, plus on entend l'argument « oui, d'accord, mais il y en a aussi des biens », ou le classique « une minorité est violente mais la plupart fait bien son travail ».**

Sur le fond, le rôle de la police est de « maintenir l'ordre », c'est sa fonction. Et l'ordre actuel est injuste, destructeur, violent et inégalitaire. Donc par sa fonction même, l'institution policière ne peut être « bonne » : elle est l'instrument et la protectrice d'un ordre mauvais. Mais en plus le système policier lui-même sélectionne les plus violents.

Concrètement, d'un côté, les fonctionnaires les plus brutaux et radicalisés sont récompensés. Par exemple Didier Lallement décoré de la Légion d'Honneur, le commissaire qui a chargé la fête de la musique à Nantes médaillé, parmi d'autres auteurs de violences qui ont été promus par l'institution. Et de l'autre, les rares qui s'éloignent, même

timidement du rang, sont sanctionnés. Par exemple le policier qui a dénoncé le racisme dans les cellules du tribunal de Paris, ou tout récemment un commissaire qui s'était excusé d'avoir gazé une mère de famille aux Tarterêts. Et même syndicaliste qui avait dénoncé mollement sa hiérarchie. Tout suspendus, mis à pied, punis.

**Une « bonne » police n'existe pas. Et ne peut pas exister.**

(posts de Nantes Révoltée)



## Des flics patrouillent dans un Hôpital

#Martinique

Des gendarmes patrouillent à l'intérieur de l'hôpital Pierre Zobda pour "traquer" les soignants non vaccinés et le bonus en prime le petit "Casse toi" pour l'infirmière , c'est cadeau ...

#PassSanitaire #VaccinObligatoire

► [VIDEO](#)

## Violences policières : état des lieux septembre 2021

-[Violences policières : état des lieux septembre 2021](#) - De la même façon que les sites d'info font des petits récapitulatifs « L'essentiel de l'info pendant vos vacances » « Si vous avez profité de l'été pour décrocher de l'actualité, voici un rattrapage »... Les sites anti-autoritaires, les groupes de familles de victimes, font presque toujours un contre-point sinistre de rentrée : l'actualité des violences policières de l'été.

## Divers :

- [« Le passe sanitaire est un moyen extrajudiciaire de désactiver socialement les gens »](#) - Selon le professeur de droit Guillaume Zambrano, le passe sanitaire est une atteinte aux droits fondamentaux ainsi qu'une sanction extrajudiciaire. La pérennisation de ce dispositif signifierait d'après lui la normalisation de l'atteinte à l'intégrité physique des individus et de la privation de sortie et de mouvement.
- [Masque, couvre-feu, passe sanitaire : « Cette période est un laboratoire »](#) - Le gouvernement veut prolonger

l'utilisation du passe sanitaire jusqu'en juillet 2022. Serge Slama, professeur de droit public, s'inquiète d'un « état d'urgence permanent ». Et prévient : **ce mode de gouvernance autoritaire risque d'être pérennisé pour affronter les pénuries, les catastrophes naturelles ou les émeutes civiles.**

- [Ugo Palheta : « La poussée autoritaire de la France rend possible une dictature ouverte »](#) - À l'heure où la situation politique en France se dégrade à grande vitesse et de façon extrêmement préoccupante, où les droits et les libertés qui limitent l'arbitraire du capitalisme et de l'État sont détruits méthodiquement par le pouvoir, il nous a semblé indispensable d'interviewer le sociologue Ugo Palheta, auteur d'un ouvrage dense et lumineux sur le danger fasciste qui guette désormais notre pays.
- [Extension du domaine de l'extradition : l'affaire Emilio Scalzo - Un militant no-tav italien de 66 ans réclamé par la justice française](#) - Une extradition pour un délit non jugé ? Ses avocats ont eu beau fouiller la jurisprudence italienne, française, européenne, ils n'ont rien trouvé de semblable, nulle part dans leurs archives. Le 15 septembre dernier, des carabiniers de Turin ont interpellé dans une rue de Bussoleno, village de la vallée de Susse et coeur de la lutte no-tav, Emilio Scalzo, 66 ans, activiste anarchiste et militant historique du combat contre la construction de la nouvelle ligne Lyon-Turin. Mais s'il est visé par une procédure d'extradition émanant de la magistrature française, c'est pour sa présence sur un autre terrain de bataille : celui de la solidarité concrète aux milliers de personnes, migrantes et exilées, qui traversent ou tentent de traverser, souvent au péril de leur vie, la frontière avec la France.
- [LA LOI DRONES 2 EST DOCILEMENT ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE](#) - L'Assemblée nationale vient d'adopter une nouvelle loi pour légaliser l'usage de drones de surveillance par la police. Alors que le texte est quasiment identique à celui censuré par le Conseil constitutionnel en début d'année, les parlementaires n'ont pas hésité à le voter une nouvelle fois. C'est une énième preuve qu'il n'y a rien à attendre du Parlement pour nous protéger des dérives sécuritaires du gouvernement. La lutte contre la Technopolice ne se fera pas sur les bancs de l'Assemblée.

Nous en parlons ici : après s'être vu à quatre reprises refuser le droit de surveiller la population avec des drones, le gouvernement est revenu une cinquième fois à l'attaque. Deux arrêts du Conseil d'État, une décision de la CNIL et une décision du Conseil constitutionnel n'auront pas suffi : le gouvernement est prêt à tout pour déployer des drones avec caméra dans l'espace public. Les caméras fixes, les caméras « nomades », les caméras-piétons, tout cela ne lui suffit pas : il faut surveiller, toujours plus, et retransmettre les flux en temps réel à des centres de supervision - et derrière analyser et disséquer les images, transformer nos rues et nos déambulations en données exploitables par la police."

- [La violence de l'Etat - Notes sur l'état de la démocratie et le monopole de la violence légitime en France](#) - Nous adressons cet texte aux politiciens, juges et journalistes de ce pays, qui se targuent d'être une grande démocratie en plus d'être le pays des Droits de l'Homme. Nous ne leur demandons rien d'autre que de nous démontrer en quoi notre analyse est erronée.
- [7 péchés capitaux de la police lyonnaise #7. Police partout, médias nulle part](#) - Loin des règles du métier (vérification des faits et confrontation des sources), la presse paresseuse se contente de copier les discours institutionnels et de relayer les fake news préfectorales. Le « quatrième pouvoir », en panne, participe pleinement à l'impunité policière.
- [La police traque un militant de L214 et cherche à découvrir qui lance des alertes pour la défense d'animaux d'élevage](#) (...) J'ai découvert que les gendarmes ont demandé à mon opérateur mes relevés téléphoniques entre juillet et octobre 2019, pour tenter de débusquer les lanceurs d'alerte à l'origine de cette enquête. Ils ont épluché tous les numéros de téléphone avec lesquels j'ai eu des appels ou échangé des SMS, durant 4 mois ! Ils ont aussi vérifié le bornage de mon portable. Où j'étais, à quelle heure. Ils ont aussi étudié mes déplacements durant ces 4 mois. Les trains que j'ai pris pour me rendre à Brest, ceux pour revenir à Paris. Ils n'ont pas lésiné sur les moyens déployés, dans l'espoir d'identifier qui nous informe des horreurs que subissent les animaux, qui nous fournit des images.
- [Traverser la Manche : derrière le désespoir des migrants, l'histoire d'une honte européenne](#) - Pour franchir la Manche depuis Calais, la majorité des réfugiés tentent le tout pour le tout sur des embarcations de fortune, et au péril de leur vie. Reportage sur le littoral.  
+ [La police française ouvre le feu sur le canot pneumatique des migrants sur la plage de Dunkerque avec des balles en caoutchouc potentiellement mortelles pour empêcher leur embarcation illégale de traverser la Manche vers le Royaume-Uni.](#)

- [La jeunesse à genoux vue par Emmanuelle Bayamack-Tam](#) : « [Le vocabulaire de la soumission et de l'humiliation est toujours le même](#) » - A partir de la vidéo glaçante de jeunes gens interpellés par les forces de l'ordre à Mantes-la-Jolie en 2018, l'autrice d'« Il est des hommes qui se perdront toujours » réfléchit sur tout ce que l'autoritarisme policier, les réformes Blanquer ou les mesures sanitaires infligent à une jeunesse sommée de se tenir « sage ».
- [Sous les pavés, les Gendarmes](#)
- [Carte d'identité biométrique : sa genèse macronienne](#) - En pleine mobilisation contre le passe sanitaire, la nouvelle est passée relativement inaperçue. Elle n'est pourtant pas sans lien : depuis le mois d'août 2021, les cartes d'identité délivrées embarquent dorénavant un code en deux dimensions contenant les données d'état civil, l'adresse du domicile, les informations sur la CNle (numéro, date de délivrance, date de fin de validité), lisible par n'importe qui, et une puce biométrique lisible pour les usages « régaliens »..  
Quelques jours plus tard, la multinationale française de l'identité IDEMIA a été retenue par l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) dans le cadre du programme interministériel France Identité Numérique (le but de ce marché public est de permettre de contrôler l'identité d'une personne à l'aide d'un smartphone et de la nouvelle carte d'identité électronique).
- [Répression des free party : les forces de l'ordre s'en prennent aux associations de réduction des risques](#) - Deux associations qui informent sur les risques liés aux drogues dans les événements festifs ont reçu des procès verbaux leur demandant d'en dénoncer les organisateurs. Elles déplorent une répression qui met à mal la santé publique.

## La propagande policière "bisounours" pour faire passer la matraque

### ► [La Police, cette chanson douce que me chantait ma maman...](#)

extraits :

(...) À Roubaix, le 13 juin, des adhérents d'Unité SGP et d'Alternative Police ont distribué « des Mister Freez et des sucettes » aux abords du principal jardin public de la ville, le parc Barbieux, avec en fond sonore cette même petite musique douce... Le 16 juin, même mise en scène minable dans une rue piétonne de Saint-Denis : bonbons à gogo, véhicules décorés avec des figurines de Winnie l'ourson et des ballons en forme de « licornes magiques ». En fond sonore cette fois, le thème d'une émission de télé des années 80, l'Île aux enfants. À Bayonne, le 19 juin, nouveau tour de piste avec des clowns de la paix du syndicat Alliance qui sont allés alpaguer les enfants avec des sucreries devant une école. Pourquoi ce cirque ? « C'est une opération pour montrer que la police est proche de la population, suite aux propos de notre ministre qui nous a jetés en pâture aux médias, en disant que nous étions une police raciste, fasciste et violente », expliquait un des syndicalistes à la presse locale. Tout ça c'était pour répondre à leur ministre Castaner, qui venait tout juste de s'embourber sur la pratique de la clé d'étranglement lors des interpellations. Sa décision de l'interdire suite à l'affaire Chouviat, dénoncée par la quasi-totalité des syndicats policiers, n'a duré que 48 heures.

(...)

Cette comédie de la police bisounours révèle sans doute à quel point l'institution tout entière cherche désespérément à retrouver grâce aux yeux de la population. Cela ne date ni de l'affaire Adama ni des innombrables agressions policières du mouvement des gilets jaunes, encore moins des verbalisations punitives vécues pendant le confinement. Le corps policier, pour mieux dissimuler son inconséquence, a toujours eu besoin d'entretenir ce mythe d'une mauvaise compréhension de ce que vivent les agents de la force publique "sur le terrain", assaillis de "hordes haineuses", accablés par des tâches ingrates et harassantes, déconsidérés, mal formés et mal équipés... "Renouer le lien" entre police et population, c'est juste une vieille berceuse qui tourne en boucle, ça permet d'occuper le terrain symbolique en paradant dans de grandes opérations de communication.

(...)

Ce tour d'horizon ne serait pas complet sans évoquer ce qu'on appelle aujourd'hui le soft power, une forme

d'influence sociale et culturelle dont se servent États et multinationales pour asseoir leur domination. La série télévisée « Le bureau des légendes » est souvent mise en avant pour illustrer l'influence symbolique des services de renseignement, alors que les forces de l'ordre policier bénéficient d'une main mise des imaginaires depuis bien plus longtemps. Pas besoin d'être agrégé de flicologie pour constater qu'une énorme majorité des séries télés produites ou diffusées en France y compris sur des antennes réputées plus sérieuses comme Arte sont des séries « policières » ou « criminelles ». Chaque corps de police ou de gendarmerie est parvenu à se mettre en scène et se placer sur le devant de la scène. Finie l'image du flic brutal, grognard ou corrompu à la Belmondo ou Eastwood, colportée par le cinéma, les séries policières de ces quarante dernières années ont de « vrai-e-s » policiers ou policières comme héros ou héroïnes. Elles ont pour vocation de présenter tout agent de l'ordre, homme et femme, comme une personne courageuse, sensible, dont la vie de famille est malmenée, constamment mal considérée par sa hiérarchie, et qui pourtant assure « notre sécurité au quotidien ». Bref, des humains comme les autres. Tout ceci en cultivant un souci de « proximité » vis à vis du public.

(...)

Les policiers se posent en victimes, prétendent se sentir régulièrement dénigrés alors que dans le même temps, le pouvoir symbolique de la police n'a jamais été aussi puissant, il pénètre notre imaginaire partout et en permanence. Malgré cet incessant matraquage, que l'on porte la tunique de bisounours ou de super-héros, quand on arrive toujours pas à se faire aimer ni respecter, quand on rame à ce point pour rendre incontournable son utilité sociale, alors autant disparaître.

## 72h de GAV et un procès, pour ...un parapluie arc en ciel

Le procès de Moun Yolo se tient aujourd'hui. Nous apportons tout notre soutien à cette militante au grand coeur, ridiculement traitée par le pouvoir et les médias comme le leader du Black bloc lors des manifs contre la loi sécurité globale. Voici un texte d'une de ses camarades.

Nous sommes tous des parapluies arc en ciel. Nous sommes tous Moun.

- ▶ Moun Yolo, militante au parapluie arc-en-ciel "de toutes les couleurs car on se bat pour tout le monde" (je te cite). Militante pour plus de justice sociale, fiscale et environnementale. Militante contre toutes formes d'exclusion et de stigmatisation. Je pense à toi aujourd'hui, à ton procès inique.

Arrêtée par la BRAV M un jour de décembre, tu as fait 72h de garde-à-vue, tu as été mise en examen car soupçonnée d'être à l'origine de violence. Nous savons que c'est faux. Nous savons qu'en Macronie tous les mots sont dévoyés. Nous savons que l'inversion accusatoire et la diffamation sont légions dans ce nouvel autoritarisme. Je pense à toi et à toutes celles et ceux passés par la case prison ou GAV car ils pensaient que manifester était encore un droit. Militante..s gj, militant.e.s antiracistes, militant.e.s écolos. Je pense aux mutilés pour l'exemple, victimes de la violence la plus vile et la moins légitime : celle du bras armé d'un Etat aux aboies, d'un Président autoritaire qui a peur qu' "on vienne le chercher", celle d'une bourgeoisie au pouvoir, qui, pour maintenir et renforcer sa domination est prête à toutes les bassesses, tous les délits.

Moun, ils ont voulu fermer ton parapluie, ils ont échoué car à travers le monde des milliers d'autres se sont ouverts. Ils ont échoué car ton parapluie est devenu un symbole de la lutte contre l'autoritarisme, contre le Capital, un symbole de la lutte des classes.

Merci Moun.

Texte de Sophie TLK

(post de Cerveaux non disponibles)



## ẽ L'EXTRÊME DROITE EST DÉJÀ À LA TÊTE DE L' APPAREIL D'ETAT

ı Gilbert Payet 68 ans, haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, ancien préfet, ancien de l'ENA, ancien conseiller de Matignon, est donc officiellement le conseiller du fasciste Eric Zemmour.

ı C'est un autre préfet, Christophe Bay, qui est le conseiller de campagne de la candidate d'extrême droite Marine Le Pen.

ı L'ancien directeur général de la DST, Yves Bonnet, s'est présenté sous l'étiquette du Rassemblement National. Donc une tête des services de renseignement est d'extrême droite.

ı Il y a quelques semaines, on apprenait qu'Emmanuel Macron s'entretenait au téléphone directement avec Eric Zemmour, et lui avait commandé une « note sur l'immigration ».

ı Derrière Zemmour et Le Pen, il y a des financiers, des banquiers, des grands patrons de médias qui parient sur le fascisme pour accroître leur propre pouvoir.

On ne peut pas comprendre la situation politique épouvantable actuelle, les rafles d'exilés, les violences policières, le massacre des Gilets Jaunes, la répression dans les quartiers, la violence fasciste toujours impunie, si l'on ne comprend pas que l'extrême droite est déjà à la tête d'une partie de l'appareil d'Etat. Des gens qui dirigent la police, les renseignements, les cabinets ministériels adhèrent depuis longtemps aux idées d'extrême droite. Et les appliquent en pratique. Ils veulent à présent conquérir le pouvoir. Ce sera eux ou nous.

(post de Nantes Révoltée)

## MAYOTTE EN SOUS FRANCE - INCENDIE DU POSTE DE POLICE ET DE LA MAIRE DE KOUNGOU

La mairie et le poste de police de Koungou (2e ville de Mayotte) ont été incendiés la nuit dernière, le tout accompagné d'une nuit d'affrontements, de barrages routiers et de caillassage de véhicules de police, ceux-ci étant intervenus avec deux blindés et des grenades lacrymo en veux-tu en voilà.

La préfecture avait en effet décidé de détruire 350 cases du bidonville de Caro Bolé le 27 septembre, après déjà 200 en février et près de 1 000 sur l'île... sans relogement des expulsés malgré des belles paroles et promesses.

La France est le seul pays au monde à détruire des bidonvilles sans solution de relogement, ce qui ne conduit qu'à déplacer les bidonvilles et dans des conditions encore pires, avec encore plus de misère et encore plus de violences.

Le préfet et le gouvernement ne font que camoufler leur volonté de ne rien faire contre les bidonvilles et la misère par une politique de violence policière, comme dans tous les domaines.

Voir ci-dessous en lien ce que dit Cyrille Hanappé sur ce qui s'est passé hier et la politique française en matière de bidonvilles.

<https://lejournaldemayotte.yt/2021/09/28/cyril-hanappe-en-fait-de-destruction-de-bidonvilles-cest-une-multiplication-de-bidonvilles-qui-sopere/>

(Post de Jacques Chastaing)

## Ratonade à Lyon

« White power ! » c'est au cri de ce slogan suprémaciste qu'une cinquantaine de militants d'extrême droite sont partis jeudi soir dans Lyon agresser des personnes.

Cette ratonade n'est que la dernière d'une liste qui ne fait que s'allonger en toute impunité et sans la moindre intervention de la préfecture. Les fascistes se sentent décidément tranquilles et savent que le pouvoir est derrière eux.

► [Vidéo, Source Raphaël Arnault](#)

(post de Cerveaux non disponibles)

## – BENALLA PROTÉGÉ PAR LA JUSTICE : QUI EST LE PROCUREUR DE PARIS BADORC ?

**- Une peine très légère pour Benalla qui aurait été « jugé par le tribunal de l'opinion » selon le magistrat**

Pendant deux semaines, le procès d'Alexandre Benalla avait lieu à Paris, plus de 3 ans après les faits. Sans surprise, le protégé d'Emmanuel Macron a bénéficié d'une grande clémence de la justice. Lors du procès, le procureur de Paris, Yves Badorc, a même volé au secours du garde du corps. Pour finalement demander une légère amende, 500Euros, et de la prison avec sursis. Un réquisitoire « nuancé et objectif » selon le magistrat.

Pourtant, Alexandre Benalla était jugé pour de nombreux faits graves. Les violences qu'il a commises le 1er mai 2018 à Paris évidemment, en tabassant des manifestants en uniforme de police, mais aussi l'utilisation d'images de vidéosurveillance protégées appartenant à la préfecture de police, le selfie avec arme à feu pendant la campagne présidentielle ou l'utilisation à usage privé de passeports diplomatiques. Au total, au moins 12 infractions, dont « violences volontaires en réunion » à « immixtion sans titre dans l'exercice d'une fonction publique », en passant par « port d'arme de catégorie B » ou encore « faux et usage de faux ». Sans oublier la « disparition » des coffres forts, qui n'a jamais été poursuivie.

Pour justifier la légèreté de ses réquisitions, le procureur osé asséner que l'affaire avait été « jugée par le tribunal de l'opinion », et ses prévenus « marqués au fer rouge des réseaux sociaux ». Bref, Benalla et Crase seraient en fait les victimes de l'affaire.

**Mais qui est ce procureur Badorc, si gentil avec Benalla ?**

‡ Il était présent lors du jugement du journaliste indépendant Taha Bouhafs, condamné à payer 6500 euros d'amendes, dommages et intérêts pour avoir dit à une policière sur Twitter qu'elle était un alibi d'une institution



raciste. Lors de l'audience, il avait même fait la promotion du dessinateur de droite Xavier Gorce.

ï C'est aussi Yves Badorc qui avait tenté de perquisitionner le journal Mediapart après la diffusion des enregistrements de Benalla !

ï Enfin, c'est Yves Badorc qui avait demandé au tribunal de condamner Assa Traoré pour « diffamation » contre les gendarmes impliqués dans la mort de son frère. Il disait que « le droit à l'indignation a des limites » Le tribunal ne l'avait pas suivi et avait relaxé Assa Traoré.

## èô ë÷ CASTEX REÇOIT LA REPRÉSENTANTE DU GOUVERNEMENT SANGUINAIRE DE COLOMBIE

- 75 morts et 129 disparus dans les manifs depuis mai. 133 leaders sociaux assassinés depuis janvier -

Le Premier Ministre français Jean Castex s'est affiché avec la vice-présidente Colombienne, Marta Lucia Ramirez, reçue en grande pompe par le gouvernement. Accusée de corruption, en bonne place dans les révélations des « Pandora Papers » et amie des paramilitaires d'extrême droite, Ramirez est responsable, avec son gouvernement, d'une répression sanguinaire des mouvements sociaux en Colombie. Bilan minimum ces derniers mois : 75 morts et 129 « disparus » dans les manifestations depuis mai, et 133 leaders sociaux assassinés depuis janvier.

**Marta Lucia Ramirez était reçue par Castex pour « renforcer le partenariat bilatéral qui lie la France à la Colombie, et échanger autour des enjeux communs », selon le Premier Ministre. Qui se ressemble s'assemble.** Le gouvernement colombien applique une même politique autoritaire, ultra-libérale, avec l'appui d'une police militarisée. Le Régime Colombien est un Narco-Etat aux pratiques mafieuses reposant sur le trafic mondial de drogues et une société brutalisée depuis des décennies.

Pour rappel, depuis 2017, un accord « cadre » pour une « coopération bilatérale de défense » est signé entre la France et le pays d'Amérique du Sud. **L'État français propose des formations au maintien de l'ordre, des ventes d'armes, et s'intéresse en retour à « l'expertise opérationnelle des forces armées colombiennes », notamment la « lutte contre les guérillas ». L'internationale des saigneurs.**

## 5 FRANCE : QUELQUES JOURS DE BARBARIE ORDINAIRE

En quelques jours seulement, deux adolescents ont été fauchés par des voitures de la BAC à Roubaix et Douai, un policier utilisait sa fonction dans le cadre d'un réseau de tueurs à gages, un policier qui travaillait au contact de mineurs a été écroué pour viol, un autre était un tueur en série et violeur, et un dernier a été filmé en train de tabasser un homme au sol. Sans compter toutes les affaires qui sont passées sous les radars médiatiques.

**Et toujours pas de gros titres : « police : enquête sur l'ensauvagement d'une profession », ou encore « sentiment d'insécurité au contact des uniformes », voire « police : un taux de criminels supérieur au reste de la population » ? D'habitude, les médias génèrent des polémiques pour des événements infiniment moins graves et préoccupants que ceux-ci.**

## ë÷ LE SPECTRE DU PETAINISME

- ▶ En 2021, les médias français débattent littéralement des mérites d'un dictateur qui a fait déporter des familles vers les chambres à gaz -

Aux portes du pétainisme. C'est littéralement la situation politique actuelle. Après 5 années de droite sécuritaire sous Sarkozy, 5 années de socialisme Vallsiste, néolibéral et autoritaire, et 5 années cauchemardesque de régime managérial ultra-violent, la classe dirigeante nous impose un retour vers Vichy.

En 1943, le collaborationniste forcené Jacques Doriot, surnommé « le petit führer français », publiait un ouvrage « Le destin français ». Ce recueil de discours est le dernier livre de son vivant : Doriot mourra en tenue de SS, alors qu'il était réfugié en Allemagne, à la fin de la guerre. Doriot, issu de la gauche, aura été l'incarnation du fascisme français : animé par un antisémitisme dévorant et une passion pour le nazisme, il crée notamment la Légion des Volontaires Français, des SS français partis combattre sur le front de l'Est.

C'est l'occasion de rappeler que le Front National, normalisé depuis les années 1980 par les médias, a été fondé par d'authentiques collabos nostalgiques du Reich comme Pierre Bousquet, François Brigneau ou Léon Gaultier. Parmi les fondateurs du parti, François Duprat, négationniste et fasciste, et Jean-Marie Le Pen, à l'époque jeune nationaliste et ancien tortionnaire de la guerre d'Algérie.

Le RN étant maintenant installé dans le paysage politique, les médias imposent une force politique authentiquement pétainiste : Eric Zemmour. La créature, propulsée par le service public, à savoir les émissions de France 2 il y a 20 ans, a publié un ouvrage : « Destin français ». Depuis, il diffuse sa haine des femmes, des étrangers, son désir de guerre civile et tente de réhabiliter Pétain partout où il passe. En 2021, les médias français débattent littéralement des mérites d'un dictateur qui a fait déporter des familles vers les chambres à gaz. Il faudrait être bien naïf pour croire à une coïncidence entre le titre choisi par Zemmour et le livre de Doriot. Après des années de reculs des libertés et des droits sociaux, la parole dominante est aux héritiers du Maréchal Pétain.

## LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS VEUT DES CAMPS GEANTS POUR LES ÉTRANGERS

**- Darmanin à Calais devant des grenades et des gilets de sauvetage, avant d'aller visiter un camp géant sur un île Grecque**

L'extrême droite est bel et bien au pouvoir. Le ministre de l'Intérieur français Gérald Darmanin, prône « le modèle grec » de contrôle des frontières : il s'est déplacé sur l'île de Samos afin de visiter un camp d'enfermement géant destiné aux réfugiés, récemment construit. Il souhaite pour les pays du sud de l'Europe mettre en place des camps d'enregistrement sécurisés, entourés de barbelés, et sous haute surveillance, sur le même modèle.

Deux jours plus tôt, le même ministre de l'Intérieur organisait une mise en scène sur la plage de Calais, en présence d'élus, du préfet, et de policiers, devant un bateau et des gilets de sauvetages saisis par la police à des exilés. Sur une table devant lui, des grenades lacrymogènes. Mise en scène putride. Gérald Darmanin souhaite que la France adopte l'une des politiques migratoires les plus répressives en Europe.

**Beaucoup s'offusquent à juste titre de ces déclarations, mais n'oublions pas que ces dispositifs de privation de liberté où l'État enferme des personnes sans-papiers existent déjà en France. On les appelle centres de rétention administratif - CRA. Langage technocratique pour ne pas dire que ce sont des prisons pour les personnes qui n'ont qu'un seul tort : ne pas avoir les bons papiers.** Des prisons entourés de barbelés et de miradors où les conditions de vie sont particulièrement indignes et dégradantes, avec la présence d'enfants, et parfois des décès de personnes « retenues ». Le tout dans une indifférence quasi générale.

Au début de son mandat, Emmanuel Macron a fait voter la « loi asile et immigration » pire dispositif depuis la seconde guerre mondiale à l'égard des étrangers. La loi autorisait notamment un allongement massif de la durée possible d'enfermement, évidemment sans jugement. L'extrême droite avait approuvé à l'unanimité cette loi. Quel que soit le résultat des prochaines élections, Macron et son gouvernement n'auront pas été un « barrage » mais bien une autoroute vers le fascisme.

(posts de Nantes Révoltée)



## On se dirige tout droit vers un nouveau scandale politique en Grèce !

LES TÉMOINS À CHARGE LORS DU PROCÈS DÉVOILENT LA MACHINATION DE L'ÉTAT CONTRE LES ANARCHISTES !

**Ce qui vient de se passer à Athènes est énorme ! C'est un événement à faire savoir à toutes celles et ceux qui n'ont pas encore compris ce qu'est l'État et comment il traite ses ennemis.**

Ce matin, deux militants du groupe anarchiste Rouvikonas étaient poursuivis pour meurtre, dans un début de procès absurde et kafkaïen. Giorgos Kalaitzidis et Nikos Mataragkas risquaient la prison à vie !

**Il y a deux heures, le premier témoin à charge était une habitante du quartier de Kifissia qui fréquentait autrefois Exarcheia « dans le camp des trafiquants de drogue » (sic), non loin du dealer assassiné en 2016. Mais, coup de théâtre, au lieu d'accuser Giorgos et Nikos, elle a subitement démasqué la police. Elle a tout d'abord dévoilé qu'elle n'était pas du tout à Exarcheia le jour du meurtre et que ce qu'elle devait dire dans ce procès lui avait été dicté. Elle a précisé que la police lui avait promis de l'aider dans ses affaires personnelles (poursuites pour trafic de drogue) si elle témoignait contre les deux accusés. Elle a ajouté qu'elle n'avait jamais vu les deux anarchistes.** Dès lors, le procès est apparu comme fabriqué de toutes pièces

« ce que nous vous avons annoncé depuis plusieurs semaines. Pourquoi et comment cette machination a-t-elle été organisée ? Qui est derrière tout cela ? Est-ce le sinistre personnage qui, au sommet de l'État, avait promis « par tous les moyens » d'en finir avec « les anarchistes d'Exarcheia » en citant, en premier lieu, le célèbre groupe Rouvikonas\* ? Mitsotakis est-il mouillé dans cette sale affaire ? C'est la question que beaucoup se posent depuis deux heures.

Après ce témoignage accablant sur la façon dont le complot a été organisé par la police grecque, les deux autres témoins à charge ont abondé dans le même sens que l'intervenante précédente, en enfonçant le clou, l'un après

l'autre. Tout d'abord, une infirmière d'EKAB (le samu grec) a dit qu'elle ne savait absolument rien. Puis, le troisième témoin a fait savoir qu'il ne reconnaissait ni Giorgos ni Nikos, alors qu'il était sur les lieux du crime : le principal témoin oculaire !

Après cette première étape calamiteuse, le procès a été ajourné au vendredi 29 octobre à 11h00. D'ici là, les débats vont aller bon train sur l'origine de cette machination et sur la responsabilité du gouvernement, ennemi juré de Rouvikonas et du puissant mouvement anarchiste en Grèce.

Merci de faire savoir ce qui s'est passé aujourd'hui à Athènes et de continuer à signer et à faire signer l'appel pour Giorgos et Nikos :

soutien chez rouvikfrancophone.net (nom, prénom et qualité)

Merci également, si vous le pouvez, d'aider Giorgos et Nikos ainsi que leur groupe à faire face à leurs énormes frais de Justice dans leurs nombreux procès :

<https://fr.gofundme.com/f/soutien-giorgos-et-nikos-athnes>

À suivre...

Solidairement,

Maud et Yannis Youlountas po/ le comité international de soutien à Giorgos et Nikos

\*Présentation vidéo de Rouvikonas en français :

<https://www.youtube.com/watch?v=342ZzVVCm70>

## **4 OLIVIO GOMES, TUE DE 3 BALLES DANS SA VOITURE PAR UN POLICIER 4**

Selon l'expertise la version policière (qui prétend que la voiture conduite par Olivio fonçait sur les policiers) est un mensonge. Le policier est mis en examen pour homicide volontaire.

Voici les faits présentés par sa famille : Dans la nuit du 16 au 17 Octobre 2020, jeune marié et papa de trois enfants en bas âge, Olivio rejoint des amis pour profiter d'une dernière soirée avant la mise en place du couvre-feu.

Sur le chemin du retour, alors qu'ils roulent en respectant les limitations de vitesse vers le domicile d'Olivio, les amis aperçoivent une voiture de police qui les suit, gyrophares allumés.

Olivio met alors les feux de détresse pour acquiescer et indiquer aux policiers qu'il les a vus.

**Lorsqu'il se gare un peu plus loin, la voiture de police se gare sur sa gauche, bloquant la portière conducteur.**

**Un des policiers demande à Olivio de sortir, mais gêné par le véhicule de police, il ne peut pas obtempérer.**

**Il décide d'avancer sa voiture pour pouvoir dégager la portière et sortir.**

**Le policier tire alors trois balles qui causeront la mort d'Olivio.**

A ses cotés pendant les faits, l'ami de longue date d'Olivio qui était assis coté passager a livré son témoignage lors du rassemblement qui a eu lieu hier à Argenteuil : [VIDEO](#)

## **Ñ "Fabriquer du conflit, c'est un métier.**

Et on a affaire à des professionnels."ë

Chaque année a lieu sur ce pont, la commémoration du massacre perpétré par l'Etat français contre les algériens le 17 octobre 1961. Ce jour là, des dizaines de milliers de manifestants descendaient dans les rues de Paris pour braver un couvre feu visant uniquement les maghrébins. Des centaines périrent sous les coups de la police dirigée alors par Maurice Papon, lui même sous une chaine d'autorité qui en passant pas Michel Debré allait jusqu'à Charles de Gaulle.

► [VIDEO du blocage du pont par la flicaille](#)

Texte et montage : Caisses de Grève

Vidéo du blocage : Taha Bouhafs

(posts de Cerveaux non disponibles)



## **Lecture (indispensable !) en cours :**

« En même temps qu'elle accompagne le déploiement de la ville capitaliste, la police émerge comme le produit d'une conception patriarcale de l'État-nation. »

« Les racines de la domination policière contemporaine puisent dans un mélange de techniques de dressage, de captures, de coercition, d'enfermement, de bannissement et d'élimination pratiquées sur les corps des Noirs, des paysans insurgés, des femmes paysannes et esclaves, des homosexuels et des prostituées, des étrangers et des misérables. »

« Tout au long du XIXe siècle, la police se transforme en expérimentant un régime de violence contre-révolutionnaire face au développement du mouvement ouvrier, tout en s'appropriant les dispositifs de police coloniale développés dans le cadre de l'expansion impérialiste occidentale en Afrique. »

« Les sociétés impérialistes occidentales, et la société française en particulier, se sont structurées autour de différents régimes de colonialité, extra et intra-métropolitains, combinés au quotidien avec les autres rapports de domination. L'histoire du pouvoir policier est inséparable de cette combinaison des rapports de domination dont il est l'instrument. »

« La fabrication médiatique de la "banlieue" comme "problème d'intégration ethnique et culturel" devient un appareillage idéologique fondamental pour masquer les structures politiques, économiques et sociales de la

ségrégation policière. »

« L'enclave endocoloniale désigne cette forme particulière de domination qui a émergé dans les puissances impérialistes : elle assure la ségrégation socioraciste des prolétaires issus de la colonisation, des travailleurs étrangers et plus généralement des couches les plus pauvres des classes populaires. Elle croise les répertoires de la guerre et du contrôle colonial avec les répertoires historiques de la domination des misérables, des indésirables et des résistants. »

« Les doctrines de contre-insurrection sont des régimes de violence d'État conçus comme "guerre dans et contre la population". Elles reposent sur la militarisation de la surveillance, du contrôle et de la répression de groupes sociaux, désignés comme "subversifs". Mises en pratique, industrialisées pour soumettre les résistances populaires et les mouvements révolutionnaires aux colonies, elles influencent continuellement l'encadrement des prolétaires ségrégués et des mouvements jugés "subversifs" en métropole. »

« Les dispositifs d'occupation et de maillage des quartiers populaires par une présence policière visible ont fortement participé à forger une conscience commune de l'oppression collective. »

« L'expérimentation d'une contre-insurrection médiatique et policière a mis en oeuvre une tactique de la tension : un programme de renforcement autoritaire basé sur "la provocation", c'est-à-dire l'agression délibérée, la fabrication médiatique, politique et policière d'une menace et son attribution à un ennemi de convenance. »

« Le parechocage des deux-roues est bien une technique de capture jugée efficace, normalisée, instituée, banalisée dans la police des quartiers. »

« Les grenades définies par leurs fabricants et les institutions qui les emploient comme "lacrymogènes" sont en réalité des armes toxiques, interdites dans le droit international de la guerre mais pas en situation de "maintien de l'ordre" domestique. Les grenades dites de "désencerclement" laissent penser qu'elles sont uniquement défensives alors qu'elles sont employées pour attaquer et blesser. »

## LA DOMINATION POLICIÈRE

Édition augmentée

Mathieu Rigouste

304 pages - 15 euros

La Fabrique éditions - Paris - Octobre 2021

[lafabrique.fr/la-dominance-policiere-2/](http://lafabrique.fr/la-dominance-policiere-2/)

(post de Ernest London)



## ÚLE CHOIX DES MEDIAS

¿ Parmi les milliers de noms d'évadés fiscaux révélés par les Pandora Papers, il y a 600 Français. Des riches évidemment. Des puissants, des possédants, des politiques aussi. Une mine d'information pour mener des enquêtes. Pourtant, les médias français n'ont toujours pas dévoilé cette liste. Et deux semaines après la révélation de cette liste très gênante pour de nombreux dirigeants, les médias font déjà comme si elle n'avait jamais existé.

¿ De même, l'explosion de la misère, la casse des droits au chômage ou aux soins, le mal logement ou les difficultés éprouvées par des millions de personnes pour simplement se nourrir et se chauffer ne sont quasiment jamais abordées. Ni la souffrance au travail, et les centaines de morts par an au boulot. Pas plus que la question du racisme d'Etat et des violences policières. Ou alors pour traîner dans la boue celles et ceux qui tentent de les dénoncer. Ces sujets concernent la majorité de la population.

¿ Par contre, tous les jours, matins midi et soir, un pétainiste a accès à tous les micros pour déverser son idéologie, sur tous les sujets. Et il n'est pas seul, les plateaux sont désormais intégralement colonisés par des animateurs, chroniqueurs et autres « polémistes » d'extrême droite, grassement payés pour ressasser le même dogme autour des plateaux. Et qu'on ne parle pas de « quête de buzz » ou « d'audimat ». Eric Zemmour ne touchait qu'1 à 2% des téléspectateurs. Ce qui n'empêchait pas les rédactions de reprendre ses obsessions. Saturer le champ médiatique de cette boue pétainiste est un choix éditorial et politique. Les journalistes ont une responsabilité colossale dans le climat pré-fasciste. L'histoire jugera.



## ẽ EN CE MOMENT, À PARIS : "MILIPOL", SALON MONDIAL DE LA REPRESSION

- Un supermarché global des armes de terreur du 19 au 22 octobre

« Nous sommes en guerre », tout le monde le sait. Les puissants du monde sont en guerre contre leurs propres populations. Et pour faire la guerre, il faut du matériel. Des armes pour maintenir l'ordre. Les différentes polices travaillent en réseau, elles échangent des informations, des tactiques. Il y a également des sommets organisés sur le

sujet. Le plus célèbre d'entre-eux a lieu en ce moment même à Paris.

Le salon « MILIPOL » a commencé hier, au Parc des Expositions de Paris Nord Villepinte sous l'égide du ministère de l'Intérieur, et réservé aux professionnels de la sécurité. La Cham-bre de Commerce et d'Industrie du Val de Marne, partenaire de l'événement, précise que l'événement attire plus d'un millier d'exposants venus de 150 pays dont Israël, la Chine ou le Brésil, et accueille 30 000 clients potentiels accrédités, venus des secteurs privé et public. Le salon est inauguré par le Ministre de l'Intérieur, et les visiteurs peuvent visiter des dizaines de stands d'entreprises du monde entier, qui produisent des armes de répression.

**On y trouve des armes à feu, des blindés, des logiciels de surveillance, notamment biométriques, et des équipements « intelligents ». Il y a aussi des caméras de surveillance en forme de bûches de bois ou des drones volants imitant des oiseaux qui battent des ailes, des logiciels capables d'aspirer les données de téléphones ou des robots policiers.** Les représentants des régimes des quatre coins du monde viennent y faire leur marché, tester et acquérir des armes pour perfectionner leur maintien de l'ordre. Dans ces différents salons, le pouvoir politique côtoie les industriels et des consultants pu-blics et privés de la sécurité. En 2018, le mar-ché mondial de la sécurité affichait **7 % de croissance pour un chiffre d'affaires de 629 milliards de dollars**, et la demande ne diminue pas.

**Les entreprises vendent déjà des armes plus plus « performantes » que le LBD. Par exem-ple, la firme française Alsetex, leader mondial dans le domaine, propose depuis 2014 une nouvelle arme au « design futuriste » appelée Cougar MS. Alors que les lanceurs de balles actuellement en service nécessitent d'être rechargés après un tir, et que même les lanceurs multi-coups les plus offensifs n'envoient que 6 tirs au maximum, cette arme de catégorie A, dotée d'un canon rayé, peut tirer « jusqu'à 20 coups par minute ».** Elle peut aussi envoyer alternativement des grenades et des balles en caoutchouc par le même canon. La même entreprise propose une batterie de fusils « cougar » qui permettent de tirer d'un coup 12 grenades lacrymogènes. Pire, elle a déjà conçu un drone permettant de tirer des grenades depuis le ciel : « l'Aero-Cougar ».

**Le génie technologique nous promet d'ores et déjà des combinaisons de plusieurs nouveaux outils. Des hélicoptères de surveillance sont déjà dotés de capteurs thermiques, alors que les gendarmes possè-dent des lunettes à vision nocturne pour le maintien de l'ordre. Des drones capables de tirer des balles en caoutchouc sont déjà technologiquement réalisables. Les possibilités offertes par les nanotechnologies et les biotechnologies offrent aux techniciens de l'ordre public des perspectives infinies.**

Et tout cela, ce musée des horreurs, cette réunion de vendeurs de mort, de congrès des criminels en costard a lieu en ce moment, en France, aux portes de Paris.



## 4 ZEMMOUR VISE DES JOURNALISTE AVEC UNE ARME DE GUERRE A MILIPOL : TROIS QUESTIONS



La scène a eu lieu ce mercredi à Paris, à MILIPOL, le salon mondial des armes de répression. Le candidat Pétainiste Eric Zemmour s'est amusé avec un fusil de précision utilisé par les unités anti-terroristes, et a mis en joue des journalistes en ricanant. De l'humour fasciste. Il est ensuite grimpé ans un blindé, entre autres mises en scène militaristes. Les images tournent déjà en boucle. Le buzz est assuré. Ce soir, tous les JT ne parleront que de ça. Trois questions :

‡ Qui a permis à Eric Zemmour d'entrer dans le salon ? Il n'est officiellement que « chroniqueur » dans les médias. Ce salon est réservé aux professionnels de la sécurité, et nécessite une solide accréditation. Comment cet homme a pu rentrer ? Comment a été préparée cette séquence, puisque Zemmour est entré entouré de journalistes ? MILIPOL a lieu sous la direction du Ministère de l'Intérieur. Darmanin a-t-il supervisé cette opération ?

‡ Le vendeur d'armes plaisante avec Zemmour : « quand vous serez président, vous serez protégé par des armes comme celle là ». Pourquoi ? La réponse est évidente. Le lobby militaro-policier soutien le candidat pétainiste, et le voit déjà au pouvoir. Le candidat des médias choisit d'ailleurs de démarrer sa campagne présidentielle en visitant un salon de la répression : une image assez terrifiante de l'état politique du pays.

‡ Qui sont les journalistes « visés » par le pétainiste ? Ce sont ceux qui l'ont créé, qui font campagne pour lui, qui le font monter dans les sondages. Sans ces « journalistes », Zemmour n'existerait pas. Cette petite clique aux ordres est déjà menacée par le fasciste dont il font la publicité. Bien fait pour eux. Ils seront, eux aussi, les victimes du montres qu'ils ont créé.

(posts de Nantes Révoltée)

